

90^{ème} Congrès national de La Rochelle – 21 mai 2009

Extrait du discours de Madame Anne KERKHOVE,
présidente nationale de la PEEP

seul le prononcé fait foi

Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs de ce congrès qui ont apporté leur dévouement et leur compétence à sa préparation, sous la « houlette » de Nadège.

Mes remerciements vont aux membres du comité fédéral dont le travail et la réflexion ont, au cours de ces dernières décennies, contribué à faire avancer de nombreux dossiers.

Je remercie aussi tous ceux qui, au quotidien, font vivre la Fédération : bénévoles, responsables locaux, départementaux, régionaux ou nationaux... Sans oublier l'équipe des permanents de la Fédération.

Applaudissez, applaudissons-les tous, pour leur dévouement à notre Fédération.

Nous, parents, avons le désir de voir chacun de nos enfants reconnu comme personne unique ayant le droit de se réaliser, de s'épanouir et d'avoir sa place dans la société. Cette ambition nous pousse à placer notre confiance en l'école de la République et à nous engager en faveur de la qualité des enseignements qui y sont offerts. Elle est le moteur de notre exigence bien légitime d'avoir une école où chaque enfant a un nom, une histoire et des ressources bien à lui, où chaque enfant reçoit une réponse adaptée à ses besoins, à ses particularités, où chaque enfant est un individu à part entière.

Nous souhaitons que des pratiques pédagogiques innovantes voient le jour dans les établissements et donnent la possibilité à tous les élèves de mettre en valeur, non seulement leurs connaissances, mais également leurs capacités et leurs aptitudes.

Nous demandons que l'Ecole donne aux enfants le goût d'apprendre, qu'elle leur explique ses attentes, qu'elle leur dise qu'ils travaillent pour construire leur avenir et non pas uniquement pour passer dans la classe supérieure.

Tout le monde – ou presque – s'accorde à dire qu'il faut réformer notre système éducatif, d'autant que de récentes études qu'elles soient françaises ou internationales montrent encore que la France est loin d'être en tête des classements contrairement à une idée répandue selon laquelle nous avons la meilleure école du monde....

Dans « L'élitisme républicain », de Christian Baudelot et Roger Establet, les auteurs notent que le nombre important de redoublants en France pèse lourdement sur le score moyen des élèves français dans l'enquête PISA. Ce qui corrobore les conclusions d'un certain nombre d'études réalisées en France, montrant que le redoublement ne permet pas, ou très peu, aux élèves ayant un an de retard, de rejoindre le niveau de performance des élèves « à l'heure ».

L'école a de nombreux défis à relever : évolution galopante des technologies, vitesse vertigineuse de circulation de l'information, possibilité d'accéder à la culture et aux savoirs en dehors de l'Ecole. Celle-ci doit donc s'adapter à ce nouvel environnement et accepter de ne plus être seule détentrice des savoirs, de ne plus avoir le monopole de la formation. Elle doit s'appuyer sur ces nouveaux outils pour développer de nouvelles formes d'apprentissage.

L'école ne doit pas laisser l'échec scolaire s'installer, elle doit favoriser les apprentissages, donner des bases solides, permettre à tous les élèves de maîtriser le socle commun de connaissances et de compétences. L'article 9 de la loi du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école précise bien que « la scolarité obligatoire doit au moins garantir à chaque élève les moyens nécessaires à l'acquisition d'un socle commun constitué d'un ensemble de connaissances et de compétences qu'il est indispensable de maîtriser pour accomplir avec succès sa scolarité, poursuivre sa formation, construire son avenir personnel et professionnel et réussir sa vie en société, leur permettre d'accéder au lycée puis à des études supérieures ».

Ces dernières années de nombreuses réformes ont été entreprises afin d'améliorer notre système scolaire. Il ne s'agit pas uniquement de « faire reculer l'échec scolaire ». Il s'agit aussi de permettre à chaque élève de trouver sa voie d'excellence.

Il faut parler de l'Ecole de façon positive et poser les vraies questions : quelles méthodes d'apprentissage, quel contenu pour les enseignements.

La PEEP s'engagera toujours dans l'amélioration du système éducatif et ne se laissera pas intimider par les manœuvres qui tentent de faire obstacle aux réformes.

Mais comment peut-on ambitionner de transformer en profondeur les pratiques pédagogiques pour lutter efficacement contre l'échec scolaire, comment peut-on espérer convaincre et faire prendre en compte de façon prioritaire l'intérêt des élèves, si nous ne fixons pas à l'Ecole des objectifs forts et partagés par l'ensemble de la Nation ? On ne le dira jamais assez : l'Ecole n'est ni de droite, ni de gauche, c'est l'Ecole de la République.

La PEEP, elle, se prononce en prenant en compte le seul intérêt de l'enfant, de la famille, de l'Ecole car elle n'est pas une fédération qui soutient les enseignants mais une fédération qui soutient les parents et les enfants, et elle compte bien le rester. Peu importe la couleur politique du gouvernement en place. Si les propositions ministérielles lui semblent aller dans le bon sens, elle les appuiera.

La PEEP a été force de propositions sur de nombreux dossiers au cours de cette année écoulée : le lycée professionnel, la réforme du primaire, le service minimum d'accueil, la réforme du lycée, la restauration scolaire, la lutte contre l'obésité les stages d'anglais, les stages durant les vacances scolaires...

D'autres préfèrent se complaire dans la contradiction systématique à tel point que nous constatons aujourd'hui que l'éducation et l'avenir de nos enfants ne sont plus au centre des discussions. Ils sont devenus un simple prétexte pour ceux qui souhaitent que la rue, l'usage de la force et de la violence continuent à primer sur l'expression de la démocratie. Que voit-on aujourd'hui : des jeunes lycéens ou étudiants qui veulent travailler se font huer, bousculer, voire empêcher d'accéder à leur établissement. Des simulacres de vote sont organisés où il n'est pas rare de voir des éléments extérieurs à l'établissement participer au vote. Des enseignants donnent des cours d'éducation syndicale aux élèves qui ne sont pas en grève, pendant que les autres bloquent le lycée ou sont dans la rue. La majorité silencieuse,

qui a encore l'illusion de vivre dans un pays démocratique, souhaite ardemment suivre ses cours normalement.

Parmi les revendications, on brandit les réductions de postes – sur lesquelles il faut rester circonspects -, on amalgame les réformes, on brandit le spectre de la fin de l'école publique... Il faut rester vigilant face à toute désinformation alarmiste et ne pas se laisser manipuler par « la pensée unique ».

La rigueur dans la gestion de l'Education Nationale doit s'accompagner d'une rigueur dans le choix d'objectifs réalistes et bien définis pour notre système éducatif. Donc dans cette période où de toute évidence le budget n'augmentera pas, nous demandons plus que jamais à être associés aux choix et aux décisions du ministère de l'Education.

La contribution de la PEEP doit être sollicitée de façon régulière et systématique par vous, Monsieur le Ministre, parce que la PEEP apporte sa vision sereine et réaliste, au-delà de tout esprit partisan et velléitaire. Ce dialogue sans intermédiaire, mais sans concession, constitue à nos yeux une pratique normale quelles que puissent être les divergences ou les oppositions de points de vue. Nous réagissons en toute impartialité.

Nous constatons, comme beaucoup que l'école ne garantit plus depuis longtemps l'égalité des chances pour nos enfants. Elle est, contrairement à ce qu'elle devrait être, profondément inégalitaire et ne joue plus son rôle d' « ascenseur social ».

Il est grand temps, voire même urgent, que l'Education nationale réforme en profondeur ses structures et son fonctionnement afin d'obtenir une réelle égalité des chances dans nos écoles, nos collèges et nos lycées.

La PEEP dénonce encore une fois l'action de tous ceux qui préfèrent l'immobilisme au changement. Elle attend une réforme en profondeur du système éducatif et appelle les parents à se mobiliser afin que les décideurs ne reculent pas devant les conservatismes de tous bords, qui paralysent l'Education nationale depuis bien trop longtemps.

Si chacun a la possibilité d'exprimer individuellement ou collectivement ses opinions en faisant grève, en manifestant ou en portant des propositions à la connaissance des décideurs, via les instances prévues à cet effet, nous considérons qu'il n'est pas acceptable d'empêcher ceux qui le souhaitent de travailler normalement par une action de blocus illégale.

Nous dénonçons l'appel à la désobéissance des enseignants qui ne veulent pas organiser le soutien scolaire, et qui l'expliquent même aux plus jeunes. Quel exemple pour nos enfants ! Où est la neutralité de l'enseignant ? Pour être respecté, il faut soi-même être respectable.

Rappelons que notre Observatoire de janvier 2009 montre que 91 % des parents interrogés sont satisfaits des deux heures de soutien hebdomadaire. Alors faut-il priver de cette aide les élèves qui en ont besoin au motif de stigmatisation ? Que se

passait-il au collège avec l'aide individualisée en 6^{ème} ? Ne s'adressait-elle pas à ceux qui avaient des difficultés ? Etaient-ils pour autant exclus par leurs camarades ?

Des parents qui participent

Le bilan de la participation des parents aux structures de l'école reste encore mitigé, alors que toutes les études montrent qu'elle contribue largement à la réussite des élèves. Trop de parents encore entretiennent l'idée qu'ils n'ont pas le pouvoir d'influencer ou d'agir à l'école.

De nombreux parents participent aux instances de l'école, du collège ou du lycée mais ils y rencontrent encore des difficultés significatives. Les parents engagés sont nombreux à ne pas se sentir reconnus et accueillis comme des partenaires à part entière par les directions et les membres du personnel des établissements : information partielle ou de dernière minute, décision déjà prise, questions laissées sans réponse, etc.

Beaucoup se sentent perçus, tout au plus, comme des bénévoles serviables et utiles ou encore des personnes que l'on consulte afin surtout d'être approuvés...

La participation des parents à la réussite scolaire de leur enfant a toujours été significative. Elle est formellement reconnue et promue, notamment par un grand nombre de spécialistes et de chercheurs. Les enseignants eux-mêmes reconnaissent que les enfants réussissent mieux si les parents s'impliquent dans leur scolarité.

Même si leur rôle dans la réussite est bien clair pour tous, les parents d'aujourd'hui ne disposent pas nécessairement de conditions favorables à l'exercice de cette responsabilité. En effet, les conditions familiales et socioprofessionnelles de nombreux parents entravent cette implication. D'autres facteurs exacerbent ces contraintes, par exemple la durée souvent longue des déplacements pour aller travailler, les situations de transferts dans d'autres villes et régions, les pressions à la performance dans de nombreux milieux de travail...

La Fédération a pour mission de promouvoir et de défendre les intérêts des parents d'élèves, de les aider à remplir leur rôle de parents d'élèves. C'est pourquoi elle a le devoir de dénoncer les situations qui portent atteinte à ces intérêts. C'est pourquoi elle lance un message clair aux parties qui négocient, c'est-à-dire le gouvernement et les syndicats : « faites en sorte que les discussions débouchent rapidement sur un résultat satisfaisant afin d'éviter toute perturbation du climat scolaire ».

Notre Fédération affirme que vous et vos enfants avez le droit inaliénable de bénéficier d'un service public d'éducation complet et fiable. Elle dénonce en même temps le fait qu'on minimise ou banalise trop souvent les pressions subies par les élèves et les parents, et qui peuvent être lourdes de conséquences. Mais nous affirmons aussi haut et fort que nous sommes les premiers éducateurs de nos enfants, et à ce titre, nous avons le devoir d'apprendre à nos enfants à se comporter en jeunes adultes respectueux des règles, capables de se référer à un adulte en qui il a confiance en cas de problème.

Mesdames, messieurs, chers amis,

Comme vous le savez, j'arrive au terme de mon mandat de présidente. Je voudrais vous dire qu'être à la tête de la Fédération c'est non seulement vous représenter au plus haut niveau, mener des actions, des réflexions, organiser des réunions, répondre aux sollicitations des adhérents, des médias, mais c'est aussi gérer la Fédération, avec son directeur et ses personnels. C'est une tâche passionnante, et ô combien enrichissante. Mais ne vous y trompez pas. Ce n'est pas le pouvoir qui m'a intéressé quand certains sont venus me demander de me présenter à la présidence afin de remettre la Fédération en ordre de marche. C'est véritablement me mettre au service du mouvement, en toute simplicité, qui m'a guidée tout le long de ces trois années.

Comme vous tous, j'ai des qualités des défauts, je commets des erreurs – que celui qui n'en a jamais commise me jette la première pierre !

Je me suis rendue dans certaines régions, dans certains départements – je n'ai pas pu aller partout – pour dialoguer en direct avec les adhérents et les présidents d'associations. Rien de tel pour mieux se comprendre, même si parfois ils attendent plus d'aide de la Fédération, et moi, je leur demande de nous faire remonter leurs initiatives qui peuvent servir à d'autres.

Je voudrais saluer le travail qu'Agnès Federici Caillaud a réalisé en Corse car elle y a fait renaître la PEEP et qu'elle a remarquablement progressé cette année. Je la félicite pour son action !

Je vous remercie.